



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2847
24 février 2023
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

Macron, Biden, Poutine Aucun soutien à leur sale guerre!



Retraites
**Le combat
continue**

Pages 3 et 4

Inflation
**De quoi
voir rouge**

Page 16

Faillites
**Les grands groupes
ne font pas de quartier**

Page 5

Leur société

- Retraites : le combat continue 3
- Ni députés ni chefs syndicaux : aux travailleurs de décider 3
- Macron à Rungis : fariboles en gros, demi-gros et au détail 4
- Accidents du travail : le ministre ment 4
- Carrières longues : marchandages politiques 4
- Medef : un grand patronat conscient de ses intérêts 4
- Faillites d'entreprises : les grands groupes ne font pas de quartier 5
- Participation : des mesures bidon 5
- French Tech : l'État couve de vilains canards 5
- Nucléaire : les réacteurs à la retraite à 80 ans ? 6
- EDF : pertes... pas pour tout le monde 6
- Engie : profits record 6
- Lycées : violence de l'État contre les grévistes 7
- Immigration : non à la loi Darmanin ! 7
- Haute-Vienne : révolte des parents d'élèves 7
- Mediator : silence dans les rangs 7
- CAC 40 : profits record, exploitation aggravée 12
- Rachats d'actions : rentiers gavés 12
- Banque Rothschild : dynastie bourgeoise 12
- Inflation : de quoi voir rouge ! 16
- Les responsables de la vie chère 16
- Marchands de canons : en défense des profits 16

Dans le monde

- Ukraine-Russie : à bas la guerre de Biden-Macron, à bas celle de Poutine ! 8
- Israël-Syrie : une guerre loin de l'Ukraine 8
- Conférence de Munich : sommet des va-t-en-guerre 9
- Haïti : les puissances impérialistes hésitent à intervenir 9
- États-Unis : catastrophe ferroviaire 10
- Exploitation des enfants 10
- Côte d'Ivoire : la hausse des prix ne s'arrête pas 11

Il y a 80 ans

- Janvier-février 1943: les rafles du Vieux-Port de Marseille 11

Dans les entreprises

- SNCF Montparnasse 13
- RATP 13
- CAT : lutte pour les salaires 13
- Eolane - Angers 14
- Arc En Ciel - Jussieu 14
- Tetra Medical 14
- ADP 14
- La Redoute Roubaix Wattrelos 15

Aucun soutien à leur sale guerre !

Cela fait un an que l'armée russe a envahi l'Ukraine. Un an que les bombes tombent indistinctement sur des immeubles d'habitation et sur des sites stratégiques. Un an, avec toujours plus de destructions, de morts et de drames. C'est une tragédie, un immense retour en arrière pour l'Ukraine, et aussi pour la Russie.

Chaque jour, des dizaines ou des centaines de soldats meurent, tant du côté ukrainien que russe dans la boue des tranchées, sous des tirs d'artillerie ou dans des corps-à-corps qui rappellent les atrocités de la guerre de 1914. Et, livraison d'armes après livraison, tout est mis en œuvre pour que cette boucherie dure des mois, sinon des années.

Il ne faut pas l'accepter. Cette guerre n'a rien d'une guerre juste. Les Ukrainiens sont devenus, à leur corps défendant, les instruments, les otages et les victimes d'une rivalité qui les dépasse : celle qui oppose le camp impérialiste, mené par les États-Unis, à la Russie.

L'invasion de l'Ukraine par l'armée russe a été la réponse monstrueuse de Poutine à l'avancée politique, économique et militaire des puissances occidentales à l'est de l'Europe. Car, depuis la chute de l'Union soviétique, les États-Unis et l'Union européenne sont à la manœuvre pour placer cette région dans leur orbite. C'est pour cette raison que la guerre fait rage au Donbass depuis 2014. Elle opposait, déjà, des indépendantistes pro-russes et des forces ukrainiennes armées et entraînées par les États-Unis.

Jusqu'ici, Biden a fermé la porte à toute négociation avec Poutine. Il l'a encore montré lors de sa visite surprise à Kiev, où il s'est engagé à livrer des armes de plus en plus sophistiquées pour affaiblir la Russie et, si possible, la mettre à genoux. Et les États-Unis y parviendront peut-être sans avoir à compter leurs morts au combat, puisque les morts sont ukrainiens !

Les Ukrainiens servent de masse de manœuvre dans une guerre qui ne leur apportera pas la liberté et qu'ils paieront de multiples façons. Et c'est ce qui nous attend, nous aussi, si nous marchons dans cette guerre. Le militarisme a pris une ampleur inégalée depuis des décennies. L'affrontement entre les États-Unis et la Chine menace de plus en plus. Les deux pays se livrent déjà une guerre économique féroce à l'échelle du monde. Que se passera-t-il si la Chine décide de livrer des armes à la Russie ?

La guerre en Ukraine peut, à tout moment, faire basculer le monde vers une troisième guerre mondiale. La propagande va-t-en-guerre pousse déjà à diviser le monde entre démocraties et autocraties, entre forces de paix et agresseurs fous furieux. Mais les États-Unis ou la France n'ont jamais hésité à intervenir militairement quand leurs intérêts étaient en jeu.

Ces dernières années, ils sont allés jusqu'à détruire l'Irak et la Libye pour se débarrasser de régimes qui leur résistaient. Aujourd'hui, ils ferment les yeux sur les entreprises de colonisation de l'État d'Israël contre les Palestiniens.

Les puissances occidentales se posent en pacifistes parce que, la plupart du temps, elles n'ont pas besoin d'intervenir militairement pour leur brigandage international : la puissance de leur capital et de leurs dollars leur suffit à corrompre et soumettre bien des dirigeants. Mais la misère et le dénuement qu'elles provoquent ne font pas moins de morts et de drames que les bombes.

Les grandes puissances se portent toujours volontaires pour « libérer » les peuples opprimés... par leurs concurrents. Dans les faits, elles constituent un front unique contre les exploités. Quand Poutine est un dictateur qui défend, à la tête d'un appareil d'État répressif, les intérêts de la bureaucratie et des milliardaires russes, Biden et Macron défendent les intérêts de leurs capitalistes et Zelensky protège ceux des oligarques ukrainiens.

Les travailleurs n'ont à se ranger ni dans un camp ni dans l'autre. La seule porte de sortie qui puisse garantir que le conflit prenne fin et ne recommence pas demain, c'est que les travailleurs refusent de servir de chair à canon et se retournent contre leurs propres dirigeants.

Sans les travailleurs, rien ne peut être produit. Rien ne peut s'échanger, rien ne peut fonctionner. Même pour faire la guerre, produire les armes et les acheminer, les gouvernements ont besoin de nous. Sans notre consentement, il n'y a pas de guerre possible.

Alors, préparons-nous à refuser l'union sacrée derrière Biden et Macron. Reprenons le mot d'ordre de Marx : « *prolétaires de tous les pays, unissons-nous* », contre la classe capitaliste qui nous exploite. Unissons-nous contre ses politiciens qui dressent les peuples les uns contre les autres et nous mènent à la guerre !

Nathalie Arthaud



Biden et Zelensky, le 20 février.

REUTERS

Retraites : le combat continue

Dans son communiqué, l'intersyndicale a appelé à « durcir le mouvement » et à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Quelles que soient les intentions et les moyens mis en œuvre par les directions syndicales, il faut se saisir de cette journée pour amplifier la riposte à la réforme des retraites du gouvernement.

Depuis un mois, le succès des manifestations organisées à cinq reprises dans tout le pays montre le rejet massif de la réforme gouvernementale par le monde du travail. L'ampleur des manifestations a largement dépassé le cadre habituel, avec des cortèges très fournis, particulièrement dans des villes moyennes, et la participation de nombreux travailleurs, y compris du privé.

On aurait pu craindre que le 16 février, la dernière journée de grève et de manifestation, soit un échec, alors que le 7 mars

apparaissait comme la véritable prochaine étape. Mais la participation aux manifestations a de nouveau été importante et le moral était toujours haut dans les cortèges et les rassemblements.

Pour autant, il est clair que, pour être victorieux, le mouvement doit prendre une autre ampleur. Il s'agit d'une lutte difficile, et cela ne tient pas à la personnalité de Macron, qui n'est que le gérant en titre des intérêts du patronat et lui obéit au doigt et à l'œil. Dans cette période de crise générale du capitalisme et de guerre économique, la condition du

profit est de faire les poches des travailleurs par tous les moyens : exploitation renforcée, hausses des prix, blocage des salaires, mise à sac des services publics, vol dans les caisses de la Sécurité sociale, etc. Pour la bourgeoisie, l'heure est moins que jamais à céder aux revendications ouvrières, à moins d'y être contrainte.

De nombreux travailleurs reprennent l'idée de « bloquer l'économie », en pensant à des actions spectaculaires de minorités ou en s'en remettant à la grève de quelques secteurs. Face à une attaque générale contre le monde du travail, aucune grève par procuration, menée par une fraction seulement des travailleurs, qu'ils soient dockers, cheminots ou raffineurs, ne peut être victorieuse, même en étant soutenue



Dans la manifestation parisienne du 16 février.

par l'immense majorité de la population.

Le match de la réforme des retraites ne se jouera pas au Parlement, mais il se ne jouera pas non plus dans les tribunes. Il faut au contraire que le maximum de travailleurs envahissent le terrain de la lutte. La hantise de Macron et du Medef, c'est que des grèves démarrent d'un secteur et se propagent à d'autres, en particulier dans le privé.

Quand, en juin 1936, la grève s'est ainsi répandue d'heure en heure, de proche en proche, devenant grève générale avec occupation

d'usines, la panique a été totale du côté de la bourgeoisie et c'est elle qui a exigé du gouvernement de Front populaire d'accorder la semaine de 40 heures et les congés payés, pour endiguer la montée ouvrière.

Si demain une grève se généralise et entraîne des millions de travailleurs, on verra la même panique du côté des Bolloré, des Arnault, des Pinault et des Peugeot. Et ce sont eux qui diront à Macron ou tout autre président de remballer ses plans, pour y mettre fin.

Christian Bernac

Ni députés, ni chefs syndicaux : aux travailleurs de décider

« Spectacle honteux et désolant à l'Assemblée » (Laurent Berger de la CFDT) ; « en empêchant l'examen de l'article 7, LFI a voulu s'approprier le mouvement social » (Philippe Martinez de la CGT) : les deux chefs de l'intersyndicale ont dénoncé avec virulence l'obstruction des députés de la Nupes.

Il faut dire que le spectacle donné pendant quinze jours à l'Assemblée nationale, par tous les députés, est édifiant. Entre les macronistes, qui ont limité la durée des débats et n'ont cessé de mentir comme des cochons, les députés LR qui ont marchandé chaque ligne pour mieux soutenir la réforme, les RN qui prétendent s'opposer mais dénoncent la grève et les manifestations, et la Nupes

qui a déposé près de 20 000 amendements pour empêcher l'examen du projet, ce cirque aura convaincu les travailleurs qui en doutaient encore que rien d'utile pour eux ne peut sortir du Parlement.

Mais ce n'était pas la raison du courroux des chefs syndicaux. Au contraire, en opposant « les manifestants qui défilent de façon responsable contre les 64 ans » au « comportement des députés

LFI », Berger et Martinez laissent entendre que le Parlement aurait pu modifier la loi, si les débats avaient été plus sereins. Pour eux, comme pour les députés de gauche d'ailleurs, les manifestations servent à faire pression sur le gouvernement et sur l'Assemblée pour qu'ils acceptent amendements et concessions. Ils se gardent bien de dire aux travailleurs qu'ils ne peuvent compter que sur leur force collective, sur leur poids dans l'économie pour défendre leurs intérêts, et sûrement pas sur les institutions, les élus de la République ou les tribunaux. Les chefs syndicaux,

quant à eux, aspirent à retrouver leur place, réduite par Macron, d'avocats officiels des travailleurs auprès du gouvernement.

Martinez l'a formulé d'une autre façon, en reprochant à Mélenchon et aux députés LFI de vouloir « faire passer les organisations syndicales au second plan ». Le mouvement contre la réforme des retraites, parce qu'il « ressemble à la CFDT » comme l'a dit Laurent Berger, c'est-à-dire qu'il ne déborde pas, à ce jour, le cadre et le rythme fixés par l'intersyndicale, permet à celle-ci de montrer au gouvernement son utilité. Les chefs syndicaux ne veulent pas se

laisser voler la lumière par les politiciens, fussent-ils de gauche.

Pour défendre leurs intérêts, pour empêcher ce recul sur la retraite ou pour ne pas tomber dans la pauvreté, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Ils doivent engager la lutte contre les capitalistes, donneurs d'ordres de Macron, et doivent se donner les moyens de la diriger eux-mêmes par l'intermédiaire d'assemblées générales et de comités de grève élus démocratiquement. C'est aux travailleurs mobilisés, et à eux seuls, de décider de leur lutte.

Xavier Lachau

AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Beauvais

Dimanche 5 mars
à partir de 11 heures
Salle des fêtes de l'Elispace

Saint-Nazaire

Samedi 11 mars
de 16 heures à minuit
Base sous-marine

Metz

Dimanche 12 mars
à partir de 11 h 30
CALP

de Metz-Plantières
2A, rue Mgr-Pelt

Angers

Samedi 25 mars

de 16 heures à minuit

Salle Aragon
à Trélazé

Creil

Samedi 25 mars
de 16 heures à minuit
Salle Georges Brassens
à Villers-Saint-Paul

Cercle Léon Trotsky

La Chine depuis Mao :
face aux pressions
impérialistes
et aux menaces de guerre

Vendredi 10 mars à 20 h 30
Grande salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e - Métro Maubert-Mutualité
Participation aux frais : 3 euros

Macron à Rungis : fariboles en gros, demi-gros et au détail

Voulant rencontrer la France qui se lève tôt, Macron a prudemment évité l'embauche du matin à Renault Flins ou à PSA Poissy, les dépôts de la RATP et de la SNCF, les bureaux et les administrations aux petites heures du ménage ou le changement d'équipe du personnel soignant des hôpitaux. Il a débarqué au marché de gros, à Rungis.

Il y a bien sûr des milliers de travailleurs à Rungis, et certains ont d'ailleurs tenté d'interpeller le président, de lui expliquer par exemple qu'ils ne pourraient pas aller jusqu'à 64 ans. Ce n'est pas sur ces travailleurs, mais sur leurs employeurs, les mandataires, grossistes

et acheteurs des grandes sociétés, que Macron comptait pour servir d'écrin à ses petites phrases.

C'est donc face à un chœur de petits patrons matinaux et devant une tête de veau fraîchement découpée que le président a affirmé qu'il fallait travailler plus

longtemps pour financer les écoles et les hôpitaux. Aucun bien sûr n'a eu le mauvais goût de lui rappeler les cent milliards d'euros trouvés sans difficulté, il y a trois semaines à peine, pour augmenter le budget des armées, ni les centaines de milliards offerts chaque année pour soutenir les profits des grandes entreprises. Poursuivant sa visite, Macron a évoqué le système de retraite par répartition, ce « trésor qu'il faut conserver », oubliant qu'il voulait lui-même l'abolir, il y a



REUTERS

deux ans. Il a eu enfin cette phrase, longuement polie sans doute par les services compétents : « *Le système de retraite est le patrimoine de ceux qui n'en ont pas.* » C'est une phrase que les bateleurs de la politique appliquent également à l'école publique, au système de santé, à la République, etc.,

en cachant toujours que tout patrimoine bourgeois vient du travail de ceux qui n'ont rien.

Macron pourra ressortir des fariboles du même tonneau en fin de semaine, en inaugurant le Salon de l'agriculture, où, au moins, les veaux sont vivants.

Paul Galois

Accidents du travail : le ministre ment

Olivier Dussopt, ministre du Travail, promoteur de la réforme des retraites et de toutes les attaques anti-ouvrières, a pris la mouche à l'Assemblée nationale.

Un député de l'opposition l'avait en effet traité d'assassin, en ce sens que le report de l'âge de la retraite augmentera forcément le nombre d'accidents du travail.

Dussopt, indigné du qualificatif, a alors prétendu que, au contraire, l'action de son gouvernement conduisait à réduire le nombre

d'accidents mortels. C'est un mensonge éhonté, que les chiffres de ses propres services démentent. Il y a eu 645 morts au travail en 2022, contre 476 en 2005, près de 900 si l'on compte les accidents survenus lors du trajet pour se rendre au travail. L'année dernière, 800 000 travailleurs en tout ont été victimes d'un

accident, ce qui fait de la France un des pays de l'Union européenne où ils sont le plus nombreux.

Chaque travailleur sait bien que c'est la recherche de la rentabilité, la durée et la pénibilité excessives du travail, les économies sur la sécurité qui sont les causes principales des accidents. Les chiffres montrent également que ce sont les travailleurs intérimaires, ceux qui découvrent leur poste et ceux qui font les travaux les plus durs, qui sont les plus touchés.

De plus, une étude récente de la Mutualité française chiffre l'évidence : la proportion d'accidents mortels est plus élevée chez les travailleurs âgés, au-delà de cinquante ans. Reculer l'âge de la retraite, c'est donc bien aussi pousser à l'accident, quoi qu'en disent le ministre du Travail, ses collègues et le grand patronat, unique bénéficiaire de la dégradation de la condition ouvrière.

P. G.

Carrières longues : marchandages politiques

Une partie des députés LR utilisent la question des carrières longues pour marchander leur soutien à la réforme du gouvernement sur les retraites.

Dans la version initiale, le texte gouvernemental aboutissait à ce que les travailleurs ayant commencé à travailler tôt ne soient autorisés à prendre leur retraite qu'après 44 ans de cotisation. Les députés LR conditionnant leur vote à quelques aménagements de la durée de cotisation des carrières longues, Borne a promis que ceux qui ont commencé à travailler entre 16 et 18 ans cotiseraient 43 ans au lieu de 44.

Mais, de même que les annonces sur la retraite à 1 200 euros ou sur la pénibilité, les promesses aux carrières longues sentent l'arnaque. Avoir commencé à trimer tôt ne signifiera pas forcément bénéficier de ces quelques mois de ristourne. Pour y avoir droit, il faudra avoir validé au moins cinq trimestres, suivant les cas

avant 16, 17 ou 18 ans. Or, la plupart des stages en entreprise n'ouvrent pas de droits à la retraite, tandis que les périodes d'apprentissage effectuées avant le 31 décembre 2013 ne sont pas entièrement prises en compte.

Et bien entendu, comme tous les travailleurs, les « carrières longues » ont intérêt à ne pas avoir connu trop de périodes de chômage, de maladie ou d'accidents du travail, qui entraînent la perte de trimestres.

Autant dire que, quand Borne et Ciotti se félicitent de leurs accords politiques au nom de la « justice », c'est à l'équilibre de leurs tractations et de ce qu'ils peuvent en tirer qu'ils pensent, et pas à la santé de ceux qui s'usent au travail depuis bien trop longtemps.

Sacha Kami



FRANCE DAILY

Medef : un grand patronat conscient de ses intérêts

Interrogé dimanche 19 février, le patron du Medef, Roux de Bézieux, a réaffirmé son soutien à une réforme des retraites « *douloureuse, mais indispensable* ». Comme le gouvernement, il a fait mine d'attribuer l'opposition massive à la réforme au manque d'informations

de la population.

En bon représentant du grand patronat, Roux de Bézieux s'est félicité de l'existence de syndicats forts. C'est que dans des entreprises, où, comme il l'a noté, « *il y a forcément des tensions entre les salariés et les actionnaires* », avoir des interlocuteurs

« responsables » avec lesquels négocier est indispensable. D'autant que les motifs de mécontentement s'ajoutent les uns aux autres et que, comme il l'a également souligné, « *s'il y a tension aujourd'hui dans les entreprises, c'est surtout sur les salaires* ».

Le grand patronat n'ignore rien des conséquences douloureuses pour les travailleurs de la guerre qu'il mène contre leurs conditions d'existence, main dans la main avec le gouvernement. Roux de Bézieux ne se trompe pas en faisant le lien entre l'opposition à la réforme

des retraites, qui s'exprime dans les manifestations, et le problème des salaires trop bas, qui fait discuter dans toutes les entreprises.

Du côté des travailleurs, ce qui unit les combats contre toutes ces attaques, c'est la grève qui sera nécessaire pour les gagner.

Nadia Cantale

Faillites d'entreprises : les grands groupes ne font pas de quartier

Depuis la fin de l'année 2022, le nombre de faillites d'entreprises, et en particulier des plus petites entreprises, est en forte augmentation, avec une hausse de 50 % sur un an. Et le mouvement s'accélère.

Au moment de la crise du Covid, les aides étatiques (prêts garantis par l'État, paiement des salariés au chômage partiel) ont permis à des petites entreprises de ne pas faire faillite, et aux plus grands groupes, qui ont touché la part du lion, de maintenir leurs bénéfices. Mais le « quoi qu'il en coûte » est terminé, a décidé le gouvernement, en tout cas pour les plus petites entreprises. Et aujourd'hui celles-ci doivent rembourser leurs emprunts,

quand elles y ont eu droit. Surtout, elles doivent faire face aux hausses vertigineuses des prix de l'énergie et des matières premières. Les boulangers l'ont fait savoir récemment, en manifestant. Mais quasiment tous les secteurs sont concernés : la restauration, le transport, le bâtiment, les coiffeurs...

Au même moment, les grands groupes du CAC 40 annoncent des bénéfices historiques. Ces bénéfices ne sont pas le signe que

l'économie se développe. Au contraire, ils sont l'expression que, dans cette période de crise, la concurrence est de plus en plus exacerbée et que les grands groupes, qui sont hégémoniques dans leur secteur – comme dans l'énergie, le transport maritime, les matières premières ou les produits alimentaires –, sont en position de faire monter leurs prix. Ainsi, ils contraignent les plus petites entreprises avec qui ils sont en affaires à leur céder une partie croissante de leur bénéfice, au point que les plus faibles, les plus petites, en viennent à mettre la clé sous la porte.

Participation : des mesures bidon

Le prétendu partage des profits entre le capital et le travail est une vieille lune des gouvernements pour dispenser les patrons d'augmenter les salaires. Elisabeth Borne y a eu recours lundi 20 février, s'engouffrant pour l'occasion derrière un accord récemment conclu entre les syndicats et le patronat.

À la convention du parti présidentiel Renaissance, elle a annoncé qu'elle allait donner force de loi à cet accord. Celui-ci prévoit essentiellement que les entreprises entre 11 et 50 salariés dégagent un bénéfice net d'au moins 1 % du chiffre d'affaires pendant trois ans devront mettre en place un dispositif de participation, d'intéressement ou d'épargne salariale d'ici janvier 2025, comme c'est déjà le cas pour les sociétés plus importantes. Elle ne s'est cependant pas arrêtée là, et a annoncé vouloir lancer une concertation sur une participation exceptionnelle pour les entreprises de plus de 5 000 salariés réalisant des bénéfices particulièrement élevés.

Dans une période où certaines des plus grandes entreprises ont réalisé des profits faramineux à la faveur du Covid et de la guerre en Ukraine, c'est un moyen aussi commode que dérisoire de sembler les mettre à contribution. Dédouaner les patrons a toujours été l'objectif de ces dispositifs depuis que de Gaulle les a initiés dans les années 1960. Il allait à l'époque jusqu'à qualifier la participation de troisième voie entre le communisme et le capitalisme. Depuis, tous les gouvernements y sont allés de leurs lois en la matière, jusqu'à Macron qui déclarait fin 2022 : « *Quand vous avez d'un seul coup une augmentation des dividendes pour vos actionnaires, alors l'entreprise doit avoir un*

mécanisme qui est identique pour les salariés. » Cet amoncellement de dispositifs, que certaines confédérations, ou même toutes, y apposent leur signature ou non, est cependant bien impuissant à cacher le simple fait que les actionnaires accumulent des fortunes, alors que les travailleurs ont de plus en plus de mal à joindre les deux bouts.

Dans cette société basée sur l'exploitation, il ne peut pas y avoir de juste partage des profits. La seule manière pour les travailleurs d'améliorer leur sort est de se battre pour un salaire qui leur permette de vivre. Seul compte le rapport de force avec des capitalistes dont les profits sont d'autant plus importants qu'ils parviennent à faire baisser ces salaires. Tous les discours et les dispositifs sur le partage des profits ne sont que des écrans de fumée destinés à masquer cette réalité.

Daniel Mescla



Un magasin du groupe San Marina, après son placement en liquidation judiciaire.

Quant aux travailleurs, ils sont en bout de chaîne et sont ceux qui payent le plus cher. Toutes les hausses de prix se cumulent et se répercutent sur les prix des produits de consommation courante. Et, quand une entreprise fait faillite, ils payent en perdant leur emploi. Mais si, dans la guerre économique, les grands capitalistes sont les plus puissants, dans la lutte de classe, les travailleurs sont ceux qui pourraient tout remettre

en cause. La domination de la classe capitaliste se fonde sur leur exploitation. Toute la richesse sociale produite vient de leur travail. En s'unissant pour défendre leurs intérêts communs, les travailleurs peuvent représenter une force considérable et, en remettant en cause la dictature des grands groupes capitalistes, ils peuvent représenter une perspective d'émancipation pour toute la société.

Pierre Royan

French Tech : l'État couve de vilains canards

Lundi 20 février, Emmanuel Macron a convié à l'Élysée les entreprises dites de la French Tech pour annoncer que la pluie d'argent allait continuer. En dix ans, les subventions publiques aux start-up sont passées de un à plus de treize milliards d'euros. Il s'agirait de favoriser l'innovation et la haute technologie, d'aider les inventeurs à réaliser leurs idées en France.

L'ambition, ou plutôt le triste conformisme, de cette couveuse étatique de talents privés est caractéristique. Il n'est pas question de soulager les innombrables misères humaines, de prévenir des catastrophes, ni même de travailler, comme le disait naguère un mathématicien, « *pour l'honneur de l'esprit humain* ». Non, il s'agit de gagner de l'argent, le plus et le plus vite possible. Le rêve, encouragé par les Macron et consorts, de toute start-up est de devenir Microsoft, Amazon ou Google, groupes réputés avoir commencé dans un garage avant de devenir des sociétés géantes,

faisant de leurs patrons les hommes les plus riches du monde.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. En fait, les start-up les plus prometteuses, du seul point de vue financier évidemment, sont rapidement rachetées par les fonds de placement ou les industriels du secteur. Des petites sociétés innovantes en biologie ont ainsi été reprises par les grands laboratoires qui ont pu lancer la fabrication industrielle du vaccin contre le Covid. Les chercheurs ont certes fait fortune, mais les actionnaires de Big Pharma ont ramassé le pactole. Et, surtout, la plus grande partie de l'humanité, celle qui ne peut pas payer, a dû se débrouiller sans vaccin.

Il existe encore certainement des innovateurs qui, comme Pierre et Marie Curie en leur temps, refusent de faire breveter leur découverte afin que chacun puisse librement l'utiliser. Ceux-là, Macron ne les reçoit pas à l'Élysée.

Paul Galois



Nucléaire : les réacteurs à la retraite à 80 ans ?

L'État et EDF ont décidé de prolonger la durée des centrales nucléaires jusqu'à 80 ans, alors qu'elles étaient conçues pour en durer 40. Cela n'a jamais été fait, ni aux États-Unis, pays où se trouvent les centrales en fonctionnement les plus anciennes, certaines âgées de plus de 50 ans, ni ailleurs.

Le cœur de la centrale, la cuve et son couvercle, sont irradiés en permanence durant les dizaines d'années de leur exploitation. On ne peut y toucher. Il est arrivé à plusieurs reprises des cas de fusion partielle ou totale du cœur de certains réacteurs, comme à Three Mile Island aux États-Unis, Tchernobyl et Fukushima. Sans compter bien d'autres incidents. Quels seraient les risques avec des réacteurs vieillissant jusqu'à 80 ans ? Nul n'en sait rien.

Jusqu'en 2020, la doctrine officielle, en France, était de réduire la part du nucléaire dans l'électricité, pour passer d'environ 75 % à 50 %, en démantelant quatorze réacteurs. L'État a commencé par arrêter celui de Fessenheim, en Alsace,

pour honorer une promesse faite aux partis écologistes, en France, mais aussi aux autorités anti-nucléaires de l'autre côté de la frontière, en Allemagne.

En février 2022, Macron a annoncé un complet changement de cap et la relance du nucléaire, au lieu de sa diminution, la construction de nouvelles centrales, grandes et petites, et en même temps la prolongation des centrales existantes.

L'argument avancé pour justifier la prolongation des centrales, c'est qu'aux États-Unis six réacteurs, avec des technologies à peu près similaires, ont obtenu l'autorisation d'aller jusqu'à 80 ans. Or, aux États-Unis, comme en France, l'opacité règne quant à cette option. Par ailleurs on y utilise des

méthodes de sécurité différentes, jugées ici moins efficaces. Méthodes qui de toute façon n'ont pas empêché des incidents de chaque côté de l'Atlantique.

Actuellement il existe un organisme de contrôle, prétendument indépendant, l'Autorité de sûreté nucléaire, l'ASN. Mais il existe aussi et surtout un second organisme, l'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, qui prépare les avis de l'ASN. Et justement l'IRSN a été supprimé le 8 février par le gouvernement, au motif de « fluidifier les processus d'examen technique et de prise de décision de l'ASN pour répondre au volume croissant d'activités liées à la relance de la filière nucléaire ». Autrement dit, pour faciliter les autorisations retardées par des experts jugés trop pointilleux ou trop indépendants.

À la suite de cette décision gouvernementale, le conseil d'administration de



La centrale de Fessenheim.

l'IRSN a voté une motion d'alerte sur le risque de paralysie de la sûreté nucléaire dans le pays. Le personnel a aussi été appelé à la grève le 20 février, avec des rassemblements à Cadarache et à Paris.

Ainsi, tout en prenant une décision potentiellement dangereuse de prolongation des réacteurs, le

gouvernement supprime un organisme de contrôle de sûreté ! La politique en zigzag de Macron et de son gouvernement montre leur parfaite incapacité à diriger quoi que ce soit en matière d'énergie, en particulier atomique. Leurs décisions font peser une lourde menace sur toute la société.

Correspondants LO

EDF : pertes... pas pour tout le monde

EDF vient d'annoncer son résultat financier pour l'année 2022, avec une perte de près de 18 milliards d'euros. Le groupe TotalEnergies annonce pour la même période 20,5 milliards de dollars de profits. Ce n'est pas tout à fait sans rapport, même si d'autres raisons expliquent le déficit d'EDF.

Total, devenu TotalEnergies en 2021, est un trust principalement pétrolier et gazier, mais qui possède aussi deux centrales à gaz et des participations dans l'énergie renouvelable. Et, comme bien d'autres fournisseurs, dont la plupart ne produisent strictement rien,

Total achète à bas prix de l'électricité à EDF, qu'il peut revendre un peu plus cher aux clients.

EDF, par contre, a l'obligation de vendre le quart de sa production nucléaire, et même davantage maintenant, à bas prix à ses concurrents (dont TotalEnergies), qui la revendent ensuite au prix du marché. Cette obligation s'exerce au nom d'une prétendue libre concurrence. Les capitalistes piétinent leurs propres règles quand cela les arrange.

En tout cas, ce sont les clients d'EDF, c'est-à-dire presque tout le monde, qui contribuent un peu plus aux bénéfices de Total. En plus bien entendu de ce qu'ils payent en carburant et en gaz.

Si les tuyauteries de certaines centrales nucléaires posent de gros problèmes à EDF, en retardant leur remise en service, en revanche les tuyaux qui transvasent l'argent public aux capitalistes privés fonctionnent très bien.

André Victor

Carburants : gasoil russe et profit Total

Pour répondre à la hausse des prix à la pompe, Macron a appelé les grandes compagnies pétrolières à « l'esprit de responsabilité ».

Macron espère que le gouvernement parviendra à un accord au moins avec Total, pour que l'entreprise réitère la ristourne de 20 centimes puis 10 sur les prix à la pompe entre septembre et décembre 2022, qui s'ajoutait à celle de l'État.

En annonçant les milliards de profit de Total, le PDG avait promis un

nouveau rabais, si les prix des carburants dépassaient 2 euros le litre. Il a osé ajouter une condition : qu'il n'y ait pas de grèves dans les raffineries. Pour l'instant les prix, déjà trop élevés pour les travailleurs, restent juste en dessous de la barre des 2 euros.

Mais l'embargo sur le diesel russe, en vigueur depuis le 5 février, risque de faire à nouveau monter les prix, le diesel représentant 70 % des ventes de Total. La France est un des pays d'Europe qui en consomme le plus, et

la Russie est le fournisseur principal de l'Europe.

Le gasoil russe continue à couler dans les pompes, mais il passe désormais par d'autres pays, du Maroc à la Turquie, en passant par l'Inde, ce qui fait grimper les prix.

Ces ristournes, si elles deviennent effectives, permettront peut-être au gouvernement de prétendre agir. Mais elles seront bien insuffisantes pour permettre de desserrer l'étau sur le budget des familles populaires.

Inès Rabah

Engie : profits record

Après TotalEnergies, c'est Engie, fournisseur de gaz, qui annonce des résultats record pour 2022, en hausse de 62 % par rapport à 2021. Les actionnaires se partageront 3,4 milliards d'euros de dividendes.

La CGT du groupe a fait remarquer qu'avec une telle somme on aurait pu

baisser de 22 % les factures des usagers. Au moment où les factures énergétiques pèsent plus en plus lourd, choyer les actionnaires fait très mauvais effet. Le gouvernement, via le ministère de l'Économie, s'est empressé de faire savoir que l'État étant actionnaire majoritaire, avec un quart des parts de l'entreprise,

une grande partie de cet argent rentrerait dans le budget de l'État. Mais il en sortira autant, près d'un milliard, pour dédommager cette pauvre entreprise du manque à gagner que lui a imposé le bouclier tarifaire.

Un vrai tour de passe-passe.

S. M.



Lycées : violences de l'État envers les grévistes

Face aux grèves contre la baisse des moyens ou la réforme de retraites, recteurs et préfets n'hésitent pas à employer la manière forte contre ceux qui protestent.

Au lycée Alfred-Nobel à Clichy-sous-Bois, les enseignants ont fait grève le 13 février, faute d'avoir obtenu une audience au rectorat concernant la baisse de 75 heures d'enseignement à la rentrée prochaine.

Arrivés à 7 h du matin avec des pancartes, les grévistes ont été insultés et violentés par une équipe mobile de sécurité, EMS, du rectorat appelée par la proviseure. Un communiqué des enseignants, élus et sections syndicales du lycée

dénonce : « Les employés de l'EMS nous ont violemment molestés, allant même jusqu'à blesser l'une de nos collègues et donner volontairement au passage des coups de coude dans le ventre et le dos. » Les quatre agents de sécurité ont multiplié les remarques misogynes envers les femmes : « Toi, je ne te parle pas, gamine », ou encore : « T'es enceinte ? Ben justement je te conseille de pas rester là, toi. » Ils ont traité les grévistes de « chialeuses et de guignols » et tout

en les filmant ajoutaient : « Ils sont beaux les professeurs qui ne font rien. Allez, au travail ! »

À la cité scolaire Voltaire, à Paris, les élèves ont subi l'intimidation et les propos racistes de la part cette fois des agents de police. Dans un communiqué, les sections syndicales dénoncent que jeudi 16 février, jour de grève contre la réforme des retraites, vers 6 h 45, 15 lycéens ont été pris à partie alors qu'ils transportaient des poubelles et plaqués au mur. Les policiers ont multiplié les propos racistes : « Allez faire chier les Chinois, les Indiens et les Noirs, pas les Blancs comme nous. » « Allez en Seine Saint-Denis pour dire aux Arabes et aux Noirs qui viennent d'Afrique d'arrêter de faire des gosses. »

La semaine précédente, au lycée Racine, à Paris, le 7 février, plusieurs élèves, lors d'un blocage pacifique, ont été matraqués et ont reçu des gaz lacrymogènes. Trois mineurs ont été placés en garde à vue et font l'objet d'une procédure judiciaire.

Mais, loin de dissuader de riposter, de tels agissements ne peuvent que renforcer la colère.

Christian Bernac



Immigration : non à la loi Darmanin !

Samedi 18 février une manifestation s'est déroulée dans le bois de Vincennes à l'initiative de plusieurs associations de soutien aux migrants et aux travailleurs sans papiers regroupés dans le collectif Unis contre une immigration jetable.

Il s'agissait d'une protestation contre les centres de rétention, les OQTF (obligation de quitter le territoire français) et la loi Immigration de Darmanin.

La manifestation n'avait été que partiellement autorisée sur un parcours qui évitait le centre de rétention. Il y avait plus de 1 000 personnes et un gros déploiement de forces policières, qui les encadraient de façon provocante en les contraignant à manifester sur une demi-voie sans interrompre la circulation.

Dans cette situation tendue, un militant de SUD,

Olivier, a été arrêté et placé en garde à vue dans un commissariat du 13^e arrondissement. Le lendemain dimanche à 14 h, plusieurs dizaines de personnes se sont rassemblées devant le commissariat pour demander sa libération. Pendant deux heures la police a nassé les participants, qui n'ont pu partir qu'après avoir décliné leur identité, a prolongé la garde à vue d'Olivier et a arrêté un autre militant de SUD, Benoît, après l'avoir invité à rentrer dans le commissariat pour discuter, gardé à vue également.

Lundi 20 Février, Olivier

a été déféré au parquet, un rassemblement de plus de 200 personnes s'est tenu au métro Olympiades Paris 13^e et s'est dirigé vers les locaux de la Direction de l'ordre public et de la circulation (DPOC). Vers 15 h 30, les deux militants ont été remis en liberté, Olivier passera en procès en juin.

Cette répression policière, qui s'ajoute à la répression patronale dans les entreprises, vise à tenter d'intimider ceux qui protestent contre la politique du gouvernement et l'exploitation patronale.

Les organisateurs de cette initiative appellent à une manifestation samedi 4 mars contre la loi Immigration de Darmanin et le racisme.

Correspondant LO

Mediator : silence dans les rangs

Le 13 février, la pneumologue Irène Frachon, qui avait révélé la toxicité du Mediator, ce médicament des laboratoires Servier, et obtenu son interdiction après un long combat, a eu droit à la une d'une revue professionnelle, qui commentait sa photo par un tonitruant : « Maintenant taisez-vous, Madame ! »

Ce journal, Prescription Santé quotidien, lui reprochait d'avoir « tenu dans L'Humanité des propos odieux, oubliant qu'il existe d'autres drames que le Mediator ». Cette feuille de chou, qui revendique « 2 300 abonnés dans 95 laboratoires pharmaceutiques et 50 partenaires de l'industrie du médicament », se fait le porte-voix de l'industrie pharmaceutique.



Heureusement que Irène Frachon ne s'est pas tue et qu'elle continue à dénoncer les laboratoires Servier dans le procès en appel du Mediator, qui a débuté le 9 janvier. Et ce n'est pas cette presse aux ordres qui fera oublier ce scandale sanitaire et les responsabilités de Servier qui, pendant des années a vendu un médicament à près de 5 millions de personnes, dont 1 500 à 2 000 l'ont payé de leur vie. Alors, bravo, Irène Frachon !

Cédric Duval

Haute-Vienne : révolte des parents d'élèves

Pour la rentrée 2023, l'inspection académique a annoncé la suppression de 11 postes et de 28 classes dans les écoles de la Haute-Vienne, dont 6 en REP (zones d'éducation prioritaire) situées dans les communes du département ou les quartiers de Limoges les plus défavorisés. Et à cela s'ajoutent 18 suppressions de postes dans le secondaire.

Lundi 20 février, à l'appel d'un collectif de parents d'élèves, un rassemblement d'une centaine de manifestants a eu lieu devant la préfecture de Limoges, où devait se tenir un CDEN (Conseil départemental de l'Éducation nationale) chargé de voter la carte scolaire 2023.

Parents d'élèves, professeurs des écoles et maires étaient venus de diverses petites villes ou villages avec des pancartes et des banderoles. Plusieurs sont intervenus pour dénoncer la situation dans leurs écoles : à Arnac-la-Poste, deux classes supprimées déjà l'an dernier, deux à nouveau cette année ;

à Châteauneuf-la-Forêt, les suppressions finissent par entraîner la fermeture d'une école. Dans beaucoup d'écoles, des classes vont dépasser les 30 élèves, pour parfois jusqu'à cinq niveaux !

Plusieurs maires, dont celle de Saint-Jouvent, ont expliqué que la fermeture de classes et a fortiori celle d'une école signifie une perte d'emploi pour des ATSEM, des ouvriers d'entretien d'une commune, etc. D'autres ont lié ces fermetures de classes à la disparition d'autres services publics dans leur commune, notamment les bureaux de poste !

L'ensemble des représentants du personnel et des parents d'élèves, ainsi que des élus présents qui devaient y siéger, ont décidé de boycotter le CDEN : le collectif, qui exige zéro suppression de classe dans le département et dans tout le pays, est bien décidé à continuer le combat !

Correspondant LO

Ukraine-Russie : à bas la guerre de Biden-Macron, à bas celle de Poutine !

L'ONU se prépare à adopter un *Appel à sortir du conflit en Ukraine*. Ce sera au mieux un vœu hypocrite, telles ces centaines de résolutions de l'ONU visant la politique d'Israël contre les Palestiniens.

Le président américain, lui, ne se paie pas de mots. De passage à Kiev le 20 février, Biden a donné 500 millions de dollars d'aide militaire supplémentaire à Zelensky, ajoutant que l'heure n'était pas à négocier avec Poutine.

Représentant de l'État le plus puissant de la planète, il a manifesté ainsi son « soutien indéfectible » à l'Ukraine. En fait, il aide à poursuivre la guerre dans laquelle le peuple ukrainien a été jeté, victime de la politique de poussée vers l'Est de l'OTAN.

La barbarie en Europe

C'est Poutine qui a décidé, le 24 février 2022, de lancer ses chars et ses missiles sur l'Ukraine. Mais en voulant attirer l'Ukraine dans l'OTAN comme, avant elle, les ex-Démocraties populaires et trois ex-républiques soviétiques, les puissances occidentales forçaient Poutine à choisir. Soit il laissait l'OTAN installer ses missiles à portée de Moscou, soit il réagissait. Ce qu'il a fait avec tout le mépris pour les peuples dont ce chef d'un régime réactionnaire, policier et antiouvrier est capable.

La barbarie des combats dans les tranchées, des villes rasées, des centaines de milliers de victimes militaires et civiles, est devenue le quotidien de ce bout d'Europe. Elle n'a d'égale que celle dont les puissances occidentales ont fait preuve de l'Afghanistan à

l'Irak, du Vietnam aux ex-colonies françaises d'Afrique, et sous tant d'autres cieux depuis longtemps. Sans oublier deux guerres mondiales, dans lesquelles les tenants du monde capitaliste en crise ont précipité l'humanité au 20^e siècle.

Il faut d'autant plus le rappeler que les Biden et autres dirigeants mondiaux répètent que la guerre en Ukraine va durer, qu'il faut se préparer à des affrontements plus vastes, de « haute intensité », dont la Chine serait la cible désignée.

Les dirigeants américains exigent de la Chine qu'elle s'engage à ne pas livrer d'armes à la Russie, alors qu'eux mêmes en fournissent toujours plus au régime ukrainien. Ce faisant, les États de cette formidable alliance militaire qu'est l'OTAN espèrent que la Russie n'arrivera pas à les suivre dans cette escalade, que son économie s'y épuisera. Le 21 février, Poutine ne les a sans doute pas impressionnés avec son discours à la nation, se félicitant que l'économie russe ait tenu malgré les sanctions occidentales. Et d'ajouter qu'il « est impossible de vaincre la Russie sur le champ de bataille ».

Vers une guerre plus large

Tel Biden lui répondant le même jour de Varsovie : « L'Ukraine ne sera jamais

une victoire pour la Russie », les dirigeants occidentaux tiennent à afficher leur volonté de défaire la Russie. Ils le font pour des raisons où l'Ukraine compte peu : il s'agit de montrer au monde ce qu'il en coûte à un État de ne pas se plier à leur politique, de contester cet ordre mondial qu'ils ne conçoivent qu'au service des nations capitalistes les plus riches. Ils se servent aussi de la situation créée en Ukraine pour obtenir des autres pays qu'ils fassent bloc avec l'OTAN. Il leur faut suivre les États-Unis, même quand cela lèse les intérêts économiques ou diplomatiques de certains. Depuis un an que la guerre fait rage, elle a bien plus profité à l'État américain et à ses grands groupes qu'à ceux de leurs alliés européens tels l'Allemagne ou la France.

Avec cette politique de bloc, le camp occidental veut mettre le monde en ordre de bataille en vue d'un affrontement majeur, dont la guerre en Ukraine ne serait qu'un prologue.

Cette conflagration mondiale à venir, les États impérialistes la préparent de bien des façons : en voulant convaincre leurs opinions publiques de la légitimité de l'escalade guerrière, de la

nécessité d'augmenter partout les budgets militaires, de celle aussi qu'il y aurait à faire passer les économies nationales en « économies de guerre ». Cette formule, qui revient souvent dans la bouche des Biden, Macron, Scholtz, la récente conférence des ministres de la Défense de l'OTAN en a fait son mot d'ordre. Et pour cause : la militarisation de l'économie répond à un double objectif.

Dans un monde capitaliste dont la crise va s'aggravant, comme à chaque fois en pareil cas, les bourgeoisies et leur personnel politique trouvent dans la relance des industries de guerre un moteur de secours pour doper la production des profits. En effet les commandes militaires ne subissent pas la baisse du pouvoir d'achat des consommateurs populaires. C'est le budget des États qui alimente la machine, même si, au final, régler la note échoit aux classes populaires.

Cette militarisation de l'économie et celle des esprits, dont se chargent les médias et les États, ne vont, ne peuvent aller que dans un sens : celui d'un affrontement gigantesque auquel la mise au pas de toute la société fournira les moyens techniques et humains.

La guerre en Ukraine est celle des grands groupes capitalistes mondiaux, celle aussi des bureaucrates et oligarques de Poutine, mais également d'autres bureaucrates et oligarques, ukrainiens eux, qui lorgnent avec Zelensky du côté de l'Occident. Mais elle n'est pas celle des prolétaires ukrainiens, ni de leurs frères de Russie, ni des travailleurs d'Europe, d'Amérique et d'ailleurs.

« Paix entre nous, guerre aux tyrans » – l'Internationale

Il manque aujourd'hui au prolétariat la conscience de classe nécessaire pour tenter d'enrayer cette marche à la catastrophe, pour transformer cette guerre généralisée que les exploités préparent en une guerre sociale, pour l'émancipation des travailleurs et de l'humanité. C'est ce qu'avaient entrepris les ouvriers russes, ukrainiens et autres avec la révolution d'Octobre, lors de la Première Guerre mondiale. Aussi lointaine que semble cette perspective, elle est la seule qui sera capable de sauver l'humanité d'une catastrophe, dont la guerre en Ukraine ne donne encore qu'un aperçu.

Pierre Laffitte



Soldats ukrainiens.

STRINGER REUTERS

Israël-Syrie : une guerre loin de l'Ukraine



Damas, après le bombardement.

L'aviation israélienne a bombardé le 19 février un quartier résidentiel de Damas, la capitale de la Syrie, faisant quinze morts.

En Syrie, Israël mène une guerre à distance contre l'Iran. Profitant de l'affaiblissement du régime d'Assad, son armée a bombardé des infrastructures militaires et des bâtiments

civils des centaines de fois depuis 2011. Le mois dernier, l'aéroport international de Damas a été pris pour cible.

Les populations du nord-ouest syrien, après le tremblement de terre du 6 février, attendent une aide qui n'arrive qu'au compte-gouttes. Mais, pour envoyer des missiles sur Damas, Israël répond présent.

Les dirigeants occidentaux dénoncent les crimes commis par la Russie en Ukraine. Mais ils sont totalement muets devant ceux commis par leur allié en Syrie et en Cisjordanie annexée où, depuis le début de l'année, presque chaque jour, un Palestinien meurt victime de la répression.

Lucien Déroit

Conférence de Munich: **sommet des va-t-en-guerre**

Réunie les 17 et 18 février, la conférence de Munich sur la sécurité en Europe – une sorte de forum diplomatique fondé en 1963 – a été l'occasion pour Macron de s'adresser à l'opinion publique en France plus qu'aux dirigeants de ce monde qui y participaient.

Face aux délégations des États-Unis et de la Chine, celle de la Russie ayant été exclue pour fait de guerre, la « voix de la France » ne pèse guère. Quand Macron déclare : « Nous sommes prêts à intensifier notre soutien à l'Ukraine et nous sommes prêts à un conflit prolongé », le message dit aux États-Unis, qui mènent la danse en Ukraine, que l'allié français fait bloc avec eux, avec l'OTAN,

c'est-à-dire l'ensemble du camp des grandes puissances occidentales. Mais le message est aussi, plus concrètement, destiné à préparer la population, ici en France, à faire des sacrifices au nom de la guerre en Ukraine et à se ranger le doigt sur la couture du pantalon derrière l'État français. En pleine contestation de la réforme des retraites, et au moment où la population subit la flambée

des prix, Macron joue l'Union sacrée, sous prétexte de venir en aide à l'Ukraine. Il prétend même avoir sa propre partition en annonçant que son but, contrairement à d'autres qu'il ne nomme pas, n'est pas d'écraser la Russie, mais que, pour l'heure, le temps n'est pas aux négociations; à quoi Moscou a répondu que la parole d'un président français n'avait aucune valeur.

La conférence de Munich a aussi été l'occasion de déclarations sur la nécessité de renforcer la cohésion dans la défense, et en fait la politique va-t-en-guerre de l'Union européenne, ainsi que la production d'armes à l'échelle

de cette même Union. Paris et Berlin, les deux piliers de l'UE, répètent qu'il faut entrer dans une économie de guerre, produire toujours plus pour ravitailler l'armée de Zelensky mais aussi pour renforcer leurs moyens de défense. Là encore, l'objectif est de persuader l'opinion publique de la légitimité qu'il y a à détourner des centaines de milliards d'euros d'argent public vers la production d'armement et à préparer la population à observer une discipline de caserne pour la défense de la patrie ou de l'Union européenne. Les centaines de milliards d'euros consacrés à la production

d'armes, et donc destinés à tuer et à massacrer en grand, feront et font déjà le bonheur de quelques-uns. Ils vont et iront enrichir les industriels, pour lesquels la militarisation de la production et les commandes d'État pour l'armée sont une aubaine.

C'est une escalade guerrière mondiale dans laquelle Macron s'inscrit. Quant à ses palabres diplomatiques, sans portée sur le cours de cette guerre, leur objectif véritable est de préparer, ici, la population à accepter d'être de la chair à produire, et peut-être bientôt de la chair à canon.

Boris Savin

Haïti: les puissances impérialistes hésitent à intervenir

Cet article est extrait du mensuel *La Voix des Travailleurs* édité par l'OTR (Organisation des travailleurs révolutionnaires - UCI) d'Haïti.

De l'État bourgeois traditionnel, il ne reste presque plus rien. Les locaux de la plus haute cour de justice haïtienne sont occupés par les gangs armés depuis de nombreux mois. Mal entraînés, sous-payés, les policiers, tout en fuyant les commissariats, tombent comme des mouches sous les balles assassines des gangs armés. C'est presque dans la clandestinité que l'exécutif et ce qui reste des institutions fonctionnent. Malgré tout, pour les puissances impérialistes, il n'y a pas feu en la demeure. Les fondements de leur système d'exploitation, la propriété privée des moyens de production ne sont pas encore menacés.

Les gangs continuent de faire régner la terreur dans tout le pays. Presque en terrain conquis, ils continuent à mettre le grappin sur de nouveaux territoires, procèdent à des massacres dans

les quartiers populaires. Si les masses exploitées en sont les principales victimes, la bourgeoisie en prend aussi pour son grade. Les activités économiques s'effondrent. Les principales routes reliant les différents départements sont bloquées, les ports fonctionnent au ralenti. Fuyant la fureur des gangs, de nombreuses entreprises commerciales sont fermées. Certains patrons et ressortissants étrangers sont kidnappés, d'autres se font tuer.

Appelées à leur secours par le biais du gouvernement et du Premier ministre, les classes dominantes haïtiennes avaient sollicité le 7 octobre 2022 des puissances impérialistes internationales l'envoi « sans délai d'une force spécialisée armée internationale pour contrer la montée en puissance des gangs armés ».

Mais, depuis, les puissances impérialistes soufflent le chaud et le froid. En



Des habitants de Port-au-Prince fuient leur quartier à cause des affrontements entre gangs.

attestent la prudente attitude du gouvernement américain, les dernières déclarations de l'ambassadeur du Canada en Haïti et celles d'Antonio Guterres. Donnée pour imminente il y a près de quatre mois, une intervention

militaire majeure en Haïti aujourd'hui n'aurait pas d'impact durable selon Bob Rae, l'ambassadeur du Canada à l'ONU. Un avis que ne partage pas Antonio Guterres qui continue d'appeler à une intervention militaire pour résoudre la crise humanitaire.

Les tenants de l'ordre capitaliste mondial hésitent. Le feu n'est pas encore en Haïti. Ce serait le cas si c'était la classe ouvrière et des millions d'affamés qui étaient dans les rues en train de leur disputer la mainmise sur les richesses du pays, ou même si c'était un politicien bourgeois qui se hasardait à diffuser des illusions en direction des masses populaires. À ce moment-là, ils n'hésiteraient pas une seconde à

intervenir, comme ils l'ont fait en République dominicaine en mai 1965 ou encore à Cuba après la victoire des castristes. Ils hésitent de peur que leur présence ne soit un facteur de sensibilisation et de prise de conscience des masses populaires contre les gangs et la classe des exploités.

Les petits gangs des quartiers populaires et les grands gangs de l'impérialisme, qui dominent le monde, ont ceci en commun qu'ils vivent tous de l'exploitation des masses populaires. Disons-le bien : tant que cela persiste, il n'y a pas d'autre solution pour les masses exploitées que de se mettre en lutte pour renverser cet ordre social à l'échelle d'Haïti et du monde.

La Voix des Travailleurs

Lisez **Lutte de classe**

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 230 (mars 2023):

- Réforme des retraites : vers un réveil de la combativité ouvrière ?
- Algérie: trois ans après la fin du Hirak, une reprise en main
- Cryptomonnaies: le capitalisme miné par la spéculation
- Contre la guerre en Ukraine et sa généralisation
- États-Unis: après les élections de mi-mandat
- Les articles de Karl Marx et Friedrich Engels dans le *New-York Daily Tribune*

La revue sera mise en ligne dimanche 26 février et publiée jeudi 2 mars.
Prix: 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres.

États-Unis : catastrophe ferroviaire

Ce texte est adapté d'un article du bimensuel trotskyste américain *The Spark* du 20 février.

Le déraillement d'un train à East Palestine, dans l'Ohio, le 3 février, a été transformé en catastrophe par les responsables de la compagnie ferroviaire Norfolk Southern.

Ce train de trois locomotives et 150 wagons constituait un convoi de 2 800 mètres et de 18 000 tonnes. Les deux cheminots à bord, un mécanicien et un chef de train, étaient bien sûr dans l'incapacité de surveiller l'ensemble du train. Un feu a pris sur un essieu plusieurs dizaines de kilomètres avant l'accident. Le poids des wagons-citernes derrière lui a causé l'accident. Un stagiaire était heureusement présent avec les deux cheminots, et les a aidés à séparer les locomotives de l'épave et à se mettre à l'abri.

Le train de la compagnie était classé comme un train de marchandises générales, alors que 20 de ses 150 wagons contenaient des liquides dangereux, dont du chlorure de vinyle, le précurseur du phosgène, une arme chimique. Cette classification permettait à l'entreprise de contourner les règles de notification aux villes que le convoi traversait.

Trente-huit wagons ont

dérailé, dont 11 wagons-citernes dangereux. East Palestine est une petite ville de 4 700 habitants. Les responsables de Norfolk Southern ont persuadé le maire et les pompiers locaux que les wagons de chlorure de vinyle risquaient d'exploser s'ils n'étaient pas vidés et brûlés. Comme par hasard, c'était le moyen le plus rapide de faire dégager les voies ferrées sans les procédures de nettoyage appropriées, et de redémarrer la circulation. Les autorités locales ont estimé qu'elles n'avaient guère le choix. La ville a été évacuée. Le gaz phosgène qui serait créé lors de la combustion est similaire au gaz moutarde utilisé pendant la Première Guerre

mondiale. D'autres produits de combustion sont connus pour être cancérigènes s'ils sont inhalés.

La fosse de combustion

Le 6 février, Norfolk a ordonné que les wagons soient vidés dans un fossé de drainage le long des voies. Les produits chimiques ont été enflammés, provoquant un incendie de 30 mètres de long. Les cendres et la suie se sont envolées jusqu'à la Pennsylvanie voisine. L'air s'est chargé de l'odeur et du goût du plastique brûlé. La suie est entrée dans les maisons. La dioxine, un cancérigène, est un sous-produit de la combustion du plastique. Des personnes situées à 1,5 km ont signalé des maux

de tête, de gorge et la mort d'animaux domestiques.

Le liquide s'était déjà déversé dans deux ruisseaux le long des voies, tuant poissons et grenouilles, et envoyant un panache toxique jusqu'à la rivière Ohio, dans laquelle de l'eau potable est puisée. Des équipes de techniciens de l'Agence de protection de l'environnement (EPA) sont arrivées avec des compteurs qui ont enregistré un air « sûr » et une eau municipale « sûre ». Les habitants ont demandé comment c'était possible, alors qu'ils avaient mal à la tête et à la gorge, et que leurs enfants avaient la diarrhée. Les responsables ont refusé de dire s'ils avaient effectué des tests de dépistage des

dioxines.

Norfolk Southern a beaucoup d'argent. En 2022, il a fait 12,7 milliards de dollars de bénéfice, et a annoncé un programme de 10 milliards de rachat d'actions. Les dividendes vont à des investisseurs déjà riches, comme ceux des fonds Vanguard Group et JPMorgan Investments, des gens dont les enfants n'auront jamais à jouer dans la suie des substances cancérigènes.

De l'argent, il y en a

En six ans, les chemins de fer ont réduit leurs effectifs de 29 %. Les travailleurs, moins nombreux, doivent gérer des trains plus longs en moins de temps, et peuvent être appelés à se lever à tout moment pour remplacer les personnes manquantes. Les travailleurs du rail n'ont pas un droit de grève clairement établi – le gouvernement réglemente les syndicats sous la fiction de la « sécurité nationale ». Afin d'obliger les compagnies à rendre les procédures plus sûres et plus humaines, les syndicats de cheminots ont essayé pendant des années de franchir toutes les étapes pour déclencher une grève légale. Le 2 décembre, Biden a signé une loi pour l'empêcher.

Comme l'ont dit de nombreux habitants d'East Palestine : « C'est la cupidité des entreprises qui a fait ça ! » Avec, pourrait-on ajouter, la protection de l'État.

The Spark



Déraillement du train à East Palestine, Ohio.

Exploitation des enfants

Packers Sanitation Services, une entreprise américaine spécialisée dans le nettoyage des abattoirs, vient d'accepter de payer 1,5 million de dollars d'amende pour clore l'enquête fédérale lancée à son encontre pour l'emploi d'enfants.

Leur travail consistait à nettoyer les machines des clients de Packers, géants de l'agro-business qui possèdent des abattoirs et des usines de conditionnement de viande, principalement dans le Midwest. Packers est lui-même une grande entreprise de 17 000 salariés, dont l'actionnaire principal est Blackstone, un des plus importants fonds d'investissement mondiaux.

Bien qu'il soit illégal d'employer des moins de 18 ans à des travaux dangereux, selon les enquêteurs

au moins 102 jeunes, dont certains de 13 ans seulement, travaillaient chez Packers. La pratique est courante, relevée dans au moins treize usines alimentaires situées dans huit États.

Certains de ces enfants, souvent issus de familles hispaniques immigrées, travaillaient cinq ou six nuits de suite de 23 heures à 5 heures. Leur scolarisation était interrompue ou uniquement formelle. Leurs patrons leur faisaient prendre des risques avec

les outils tranchants qu'ils nettoyaient et avec les produits chimiques qu'ils utilisaient. Un adolescent de 14 ans a été ainsi brûlé au visage.

Jusqu'à ce que le département fédéral du Travail daigne mener une enquête, les autorités ne se préoccupaient ni de ces enfants, ni des conditions illégales de leur exploitation. Au contraire, l'Iowa est en train de changer sa législation pour qu'il soit légal d'employer des jeunes de 14 et 15 ans à nettoyer les abattoirs. Le Minnesota change aussi sa réglementation afin que les patrons puissent faire travailler des jeunes à peine plus âgés, de 16 et 17 ans, sur

les chantiers de construction. Ainsi, le doublement en sept ans des infractions à la législation sur le travail des enfants pourrait être en partie effacé, sur le papier

tout du moins.

Légaliser l'exploitation des mineurs par les entreprises pour effacer le crime, il suffisait d'y penser !

Lucien Détroit



Un des jeunes employés par Packers Sanitation Services.

Côte d'Ivoire : la hausse des prix ne s'arrête pas

En Afrique, de continuelles augmentations de prix rendent encore plus difficile la vie de la population. Nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) décrivent dans le numéro du 5 février de leur mensuel *Le Pouvoir aux travailleurs* cette hausse des prix en Côte d'Ivoire où le salaire minimum vient de passer à 75 000 F (francs CFA) soit 115 € par mois.

Le carburant toujours plus cher

Depuis le 1^{er} février 2023, l'essence (super sans plomb) a connu une nouvelle augmentation de 40 F sur le litre, passant ainsi de 775 à 815 F. En l'espace d'une année, le super est passé de 615 à 815 F. Quant au gasoil, il est passé de 615 à 655 F, soit une augmentation de 40 F.

Le gouvernement prend pour prétexte la crise ukrainienne et l'augmentation du prix du baril de pétrole brut qui a suivi.

Aujourd'hui, bien que ce prix se soit stabilisé et connaisse même une tendance à la baisse, le gouvernement continue d'augmenter les prix du carburant à la pompe. Cela a entraîné l'augmentation des tarifs du transport interurbain, particulièrement à Abidjan, ce qui pèse sur le pouvoir d'achat des populations. Mais cela ne va pas gêner les pontes du gouvernement de passer sur des chaînes de télévision pour se vanter de leur prétendue lutte contre la vie chère

La farine qui n'arrête pas d'augmenter

Le sac de farine de blé de 50 kg, qui était dans les années 2000 à 11 500 F a connu maintes augmentations et

est passé en 2022 à 22 000 F. Depuis le début de la crise russo-ukrainienne, le prix du même sac avoisine les 30 000 F. La direction des GMA (Grands Moulins d'Abidjan) a décidé d'une nouvelle augmentation à compter du 1^{er} février 2023.

Fin mars 2022, l'État avait pris des mesures pour soi-disant « assurer l'approvisionnement régulier du marché ivoirien afin de préserver l'outil de production et le pouvoir d'achat des consommateurs ». Parmi ces mesures, il y avait l'exonération des droits de douane sur l'importation du blé ainsi que d'autres formes de subventions destinées aux grands capitalistes de cette filière du blé. Cela a permis à certains d'entre eux d'engranger des milliards. Mais apparemment ce n'est pas encore suffisant.

Cette nouvelle hausse des tarifs des GMA, à coup sûr, aura une incidence sur le prix de la baguette. Elle va voir son poids baisser de nouveau (ce qui revient à augmenter son prix) et ce sont les populations pauvres qui vont en faire les frais. Pour satisfaire les gros bonnets de la filière du blé, elles vont devoir se serrer encore plus la ceinture.

Le Pouvoir aux travailleurs



Janvier-février 1943 : les rafles du Vieux-Port de Marseille

Fin janvier 1943, les quartiers du Vieux-Port furent bouclés par l'armée allemande et la police française. En trois jours, ils organisèrent plusieurs rafles massives et évacuèrent plus de 20 000 habitants, avant de dynamiter les immeubles qu'ils occupaient.

Depuis le débarquement allié en Afrique du Nord en novembre 1942, les troupes allemandes occupaient Marseille. Après deux attentats le 3 janvier 1943, la ville fut placée en état de siège et le chef des SS, Himmler, ordonna de réduire ce qu'il appelait « le plus grand centre de criminalité du monde, dirigé par des milliers de personnes de race étrangère ». Cette opération, appelée Sultan, fut supervisée par Carl Oberg, représentant du Reich en France, en collaboration étroite avec René Bousquet, secrétaire général de la Police du régime de Vichy, tous deux venus à Marseille suivre sa réalisation.

Les rafles

Afin de « nettoyer les quartiers du Vieux-Port », 12 000 gardes mobiles, gendarmes et policiers, arrivés de Lyon, Toulouse et Paris, furent mobilisés aux côtés de l'armée allemande.

Le 22 janvier, la première rafle visa la communauté juive du quartier de l'Opéra, sur la rive sud du Vieux-Port, et s'étendit jusqu'à la Canebière et au quartier de la gare. Les contrôles effectués par des policiers français et des militaires allemands aboutirent à l'arrestation de 1 600 personnes, dont près de 800 Juifs, déportés au camp d'extermination de Sobibor, en Pologne.

Le lendemain, la rive nord était quadrillée à son tour et 600 nouvelles arrestations effectuées. Mais une opération plus vaste se préparait, les troupes allemandes encerclant

totallement les quartiers anciens, dont le quartier Saint-Jean, dit « la petite Naples » car peuplé surtout de Napolitains.

Dans ces quartiers de pêcheurs, de travailleurs du port, de vendeuses, vivait toute une population ouvrière immigrée d'Europe ou d'Afrique. À l'antisémitisme s'ajoutaient la xénophobie et la haine antiouvrière.

Au matin du 24 janvier, des véhicules équipés de haut-parleurs sillonnèrent la cinquantaine de rues envahies par les policiers français et les soldats allemands, enjoignant à toute la population d'évacuer avec un bagage à main vers le quai, où les attendaient tramways et bus réquisitionnés pour les emmener vers la gare d'Arenc. De là, entassés dans des wagons à bestiaux, les habitants furent envoyés au camp désaffecté de Fréjus. Après avoir subi un nouveau tri, la majorité purent rentrer sur Marseille au bout d'une semaine, tandis que 800 d'entre eux furent déportés vers les camps allemands, dont celui d'Oranienburg-Sachsenhausen.

En trois jours de rafles, 40 000 personnes furent contrôlées, 6 000 arrêtées, dont 1 600 déportées, et 20 000 évacuées, dont 12 000 internées au camp de Fréjus.

La destruction des quartiers

Après l'évacuation de la totalité de leur population, les vieux quartiers de la rive nord du Vieux-Port furent entièrement détruits

à l'explosif. À partir du 1^{er} février 1943 et pendant plusieurs semaines, 1 500 immeubles furent dynamités et rasés, à l'exception de quelques monuments historiques, dont l'Hôtel-de-Ville.

Pour éliminer ce qu'il qualifiait de « porcherie de la France », le chef SS, Carl Oberg, put compter sur l'aide active du régime de Vichy. Le journal collaborationniste *Le Petit Provençal* écrivait pour justifier l'opération : « La propagande communiste s'était emparée de cette lèpre sociale. [...] Croit-on que des enfants nombreux et sales pouvaient vivre dans une promiscuité fâcheuse et de tous les instants, sans être atteints moralement et même intellectuellement ? »

Plus que l'insalubrité, ce qui choquait ces défenseurs de l'ordre social, c'était la présence de nombreux étrangers, juifs ou non, de militants politiques, chassés par toutes les dictatures d'Europe et réfugiés à Marseille.

Selon des historiens, les autorités de Vichy en auraient profité pour raser les vieux quartiers, alors qu'un plan d'urbanisme et d'assainissement était envisagé par la municipalité. En chassant brutalement les pauvres du centre ancien, l'opération Sultan permit une véritable spoliation.

Quant à René Bousquet, responsable de bien d'autres crimes, dont la rafle du Vél-d'Hiv en juillet 1942, il fut acquitté après la guerre et put mener une carrière dans la banque, tout en maintenant des liens amicaux avec Mitterrand. Son assassinat en 1993 mit fin à une nouvelle instruction judiciaire ouverte près d'un demi-siècle après les faits.

Louise Tissot



Sur un marché en Côte d'Ivoire.

CAC 40 : profits record, exploitation aggravée

Ces derniers jours, les plus grandes entreprises du pays annoncent les unes après les autres des profits record.

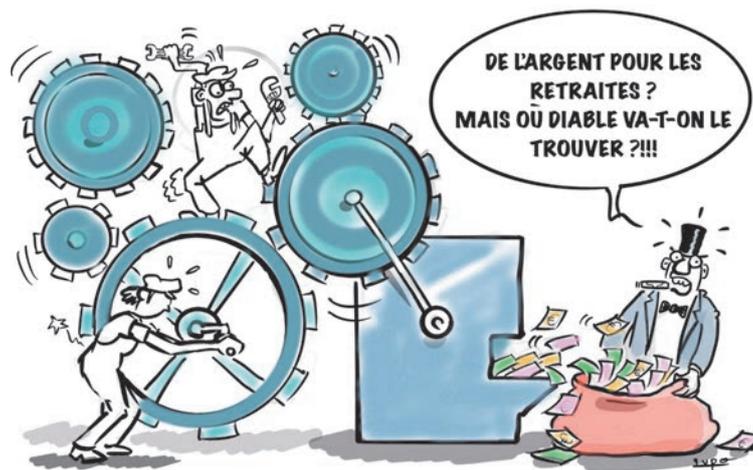
TotalEnergies avec 19,5 milliards d'euros, en hausse de 28 % par rapport à 2022, LVMH avec 14 milliards d'euros, plus 17 %, et d'autres groupes encore ont annoncé d'importants bénéfices nets pour l'année 2022.

Pouyanné, le PDG de TotalEnergies, était bien obligé de reconnaître dans les colonnes du *Parisien* que les bénéfices proviennent, entre autres, de la hausse des prix de l'énergie. Mais

ce n'est pas la seule raison. De manière générale, avec les réductions d'effectifs, les licenciements et les cadences qui explosent, les capitalistes aggravent l'exploitation du monde du travail. Ainsi, ils volent une part encore plus importante des richesses produites en réduisant la part réelle des salaires.

Les gros chiffres et les records du CAC 40 représentent bien un transfert croissant et visible des

richesses produites par les travailleurs au profit de la classe capitaliste. Les actionnaires de ces entreprises prélèvent la part du lion sur ces richesses volées aux travailleurs, avec 56 milliards d'euros de dividendes en 2022. Pour 2023 encore, ces mêmes sociétés ne cachent pas vouloir gêner encore plus leurs actionnaires, en publiant des dividendes en hausse parfois fulgurante. Par exemple, LVMH a fait passer de 5 à 12 euros son dividende par action en cinq ans, en hausse encore cette année.



TotalEnergies verserait environ 10 milliards d'euros de dividendes en 2023, ce qui représente plus que la masse salariale de l'entreprise en 2021.

Au moment où nombre de patrons refusent d'aug-

menter réellement les salaires, et où l'État prétend qu'il n'y a pas assez d'argent pour les retraites, cet étalage de milliards de profits pourrait bien finir par faire déborder la colère.

Charles Legoda

Rachats d'actions : rentiers gavés

Les grandes sociétés capitalistes commencent à annoncer le montant des dividendes qu'elles entendent verser à leurs actionnaires au titre de 2022 et leurs plans pour racheter leurs propres actions.

Quand un capitaliste achète les actions d'une entreprise, il est supposé apporter une fraction du capital nécessaire aux investissements et attend en retour un dividende annuel, soit une fraction des bénéfices. Pour conserver leurs actionnaires, les grands groupes les chouchoutent en leur versant une part toujours plus grande des bénéfices. Mais cela ne suffit plus aux actionnaires. Depuis quelques années, les entreprises pratiquent le rachat de leurs propres actions. Après rachat, ces actions sont détruites, ce qui fait mécaniquement grimper la valeur des actions restantes ainsi que le dividende qui leur est attaché. Ainsi, année après année, le gâteau grossit tandis que le nombre de parts diminue.

Cette pratique fait fureur aux États-Unis où, l'an dernier, les 500 plus grandes sociétés ont racheté leurs actions pour 1 260 milliards de dollars. Pour le seul mois de janvier 2023, 132 milliards de dollars de rachats d'actions ont déjà été annoncés, dont 75 milliards pour le pétrolier Chevron et 40 milliards pour Meta (ex-Facebook). Les capitalistes

européens ne veulent pas être en reste : « *Les rachats d'actions explosent en Europe* », titrait récemment le journal économique *Les Échos*. Pour l'ensemble de l'Europe, ces rachats ont doublé en un an, passant de 84 milliards d'euros en 2021 à 161 milliards en 2022. Les champions sont dans l'énergie et la finance. Ainsi TotalEnergies y a consacré 7,4 milliards d'euros ; Shell, plus de 8 milliards ; la BNP Paribas, 5 milliards ; l'assureur AXA, 3 milliards...

La montée en puissance de cette pratique est un indicateur du caractère de plus en plus parasitaire de l'économie capitaliste. Les centaines de milliards ainsi redonnés aux actionnaires ne sont plus disponibles ni pour développer ou augmenter la production, ni même pour réaliser la transition énergétique tant évoquée. Ainsi les géants du pétrole et de l'énergie, qui ont multiplié les prix et les profits par cinq ou dix sous prétexte d'anticiper cette transition, s'y refusent. Ils y sont encouragés par toute la classe capitaliste puisque, toujours d'après *Les Échos* : « *Le marché a sanctionné les entreprises qui investissaient*



et récompensé celles qui privilégiaient le retour aux actionnaires.»

Le cynisme de ces grands groupes est tel que les dirigeants politiques sont contraints de s'agiter. Ainsi Joe Biden a fait mine de s'émouvoir des 200 milliards de dollars de profits des pétroliers « *en pleine crise énergétique mondiale* » et il a menacé de porter la taxation sur les opérations de rachats de 1 % à 4 %. Il peut d'autant plus parler fort qu'il n'a pas la majorité au Congrès pour le faire. Et, même s'il l'avait, les quelques milliards recueillis seraient immédiatement redonnés aux capitalistes sous une forme ou une autre... par exemple pour encourager la transition énergétique !

Xavier Lachau

Banque Rothschild : dynastie bourgeoise

La branche française de la famille Rothschild s'apprête à retirer de la Bourse sa banque d'affaires, Rothschild & Co.

Elle préfère un partenariat avec quelques familles de la grande bourgeoisie, les Peugeot, Dassault, Wertheimer (Chanel) ou encore les Giuliani, enrichis dans la pharmacie.

Si la Bourse est un moyen de lever des capitaux, les entreprises qui y sont cotées sont soumises aux aléas des marchés financiers. Elles peuvent faire l'objet d'attaques et sont soumises à quelques règles de transparence que certains estiment trop contraignantes. Se financer directement, entre pairs, pour ne pas dire entre amis, confère à des banquiers d'affaires une plus grande indépendance et davantage de discrétion pour préparer leurs opérations.

Fondée en 1817, la banque Rothschild avait été nationalisée en 1982 par Mitterrand. Avec l'indemnité versée par le Trésor public et grâce à ses nombreuses relations au sein de l'État, David de Rothschild a pu transformer une société héritée de sa famille, mais devenue une coquille vide (la compagnie ferroviaire Paris-Orléans), en une entreprise de conseil et de

gestion des portefeuilles d'actions. Dès 1984, Mitterrand toujours au pouvoir, cette société retrouva une licence bancaire et put prospérer, sous le nom de Rothschild & Co. Elle organisa nombre des privatisations de grandes entreprises engagées sous tous les gouvernements depuis Chirac et se spécialisa dans les fusions-acquisitions. Elle est aujourd'hui l'une des premières banques d'affaires françaises.

Rothschild & Co résume quarante ans d'évolution du capitalisme : privatisations, fusions-acquisitions, rachats d'entreprises sont autant de moyens de drainer les richesses produites par les travailleurs vers une petite minorité de riches familles. Ce dernier arrangement entre Rothschild, Dassault, Peugeot et les autres montre que le monde de la finance n'a rien de virtuel. On y retrouve quelques dizaines de dynasties de grands bourgeois qui exercent leur pouvoir sur la société. La bonne nouvelle, c'est qu'ils ne seront pas si nombreux à exproprier : on a déjà les noms.

X. L.

SNCF – Montparnasse : tentative d'intimidation

Depuis des années, la direction cherche à supprimer de nombreux postes de conducteurs de trains, envisageant de dégrader fortement les conditions de travail de ceux qui restent. Mais sur les lignes régionales N et U, les agents de conduite (ADC), lui opposent une résistance active.

Début février, un accord de fin de conflit établissait le maintien d'une partie des postes et des compensations sous forme de primes pour la dégradation engendrée par les nouveaux roulements.

Mais, après plusieurs jours, la direction a envoyé des demandes d'explication (premier niveau de sanction qui consiste à répondre par écrit à un courrier de la hiérarchie) aux agents ayant participé

aux grèves.

Les conducteurs doivent remplir une déclaration d'intention (D2i) 48 heures avant toute grève. Que ce soit pour faire 59 minutes ou une journée, la date et l'heure de cessation et de reprise du travail sont indiquées sur ce formulaire.

Or, les conducteurs ont des horaires de travail chaque jour différents, et plusieurs agents de Montparnasse, après s'être déclarés en grève de

59 minutes en début de service, ont vu à la dernière minute leur journée être modifiée par la commande du personnel. Par exemple un ADC déclaré en grève de 8 heures à 8 heures 59, recevait soudain une nouvelle commande pour une prise de service à 15 heures. La direction voulait tout simplement qu'on fasse grève pendant les repos.

C'est parce qu'ils ont refusé d'accepter ces modifications du planning, que ces salariés ont reçu une demande d'explication.

Un rassemblement a déjà eu lieu le 16 février, jour de la manifestation contre la réforme des retraites, pour montrer qu'ils ne se laisseraient pas



Contre la réforme des retraites, à Paris le 19 janvier.

intimider. Plusieurs participants ont d'ailleurs fait le lien entre la dégradation des conditions de travail, l'esprit revanchard de la

direction, et la réforme des retraites. Pas question d'obéir au claquement de doigt !

Correspondant LO

RATP : la direction s'en prend au droit de grève

À partir du 1^{er} mars, de nouvelles restrictions au droit de grève touchent certains travailleurs de la RATP.

Les grèves y sont déjà très encadrées, avec une procédure compliquée pour que les syndicats puissent déposer un préavis, sans lequel la grève est interdite. Il y a également l'obligation de se déclarer gréviste 48 heures à l'avance pour certaines catégories de salariés, en particulier les conducteurs de bus, de métro et de RER. Mais d'autres, qui n'y étaient pas astreints pour les grèves d'une journée, le sont désormais, notamment à la maintenance ou

en station.

La direction se donne ainsi deux jours pour organiser le travail en cas de grève, mais aussi pour faire pression sur les grévistes déclarés. On voit régulièrement en station l'encadrement claironner avant chaque journée que telle grève ne sert à rien, voire appeler les agents à leur domicile pour savoir si untel est gréviste, en lui glissant que ce n'est pas bon pour sa carrière, son avancement, etc.

Depuis octobre, des

débrayages à la maintenance ont largement perturbé l'entretien des trains sur certaines lignes. Quant aux agents de station, ils étaient près de 50 % en grève sur les salaires en novembre ou lors de certaines journées du mouvement contre la réforme des retraites. Involontairement, la direction rend ainsi hommage à leur combativité, et montre qu'elle les craint. Quelles que soient les barrières qu'elle met en place, cela n'empêchera pas les travailleurs de manifester leur colère quand ils le décideront.

Correspondant LO

CAT : lutte pour les salaires

Mardi 21 février, des travailleurs de la CAT (centre d'affrètement et de transport) et de Sintax ont fait grève pour les salaires. Ces entreprises spécialisées dans le transport des véhicules de différents sites automobiles sont dispersées sur tout le territoire. Les travailleurs, confrontés aux mêmes fins de mois impossibles dans toutes les régions, ont démarré leur mouvement en même temps sur une douzaine de sites, de taille plus ou moins importante, entre autres près des usines Renault ou Toyota.

De Gennevilliers à Flins en banlieue parisienne, de Miramas dans

le Sud à Onnaing dans le Nord, ils ont déposé leurs revendications. Alors que la direction propose 4 %, très insuffisants face à la hausse des prix, ils veulent 7 % d'augmentation de salaire, 15 euros minimum de l'heure pour les chauffeurs ainsi qu'une prime pouvoir d'achat de 1 000 euros minimum. Ils ont également inscrit le paiement des heures de grève dans leurs revendications.

Partout l'ambiance était chaleureuse et pas seulement grâce aux braseros et le mercredi, la grève continuait.

Correspondant LO

Renault : autosatisfaction et surexploitation



De Meo, le directeur général de Renault, est parait-il aux anges. Débarrassé de l'affaire Ghosn et de la pandémie, Renault est devenu « une machine à faire du cash (...) C'est l'un des redressements les plus rapides de l'histoire de l'automobile. » pavoise-t-il, et 1,6 milliard d'euros de résultat net pour 2022 en témoigne.

Vu de plus près, les comptes présentent une perte de 338 millions d'euros pour 2022. La faute à la guerre en Ukraine et à l'obligation de céder AvtoVAZ à la Russie, explique de Meo. Mais l'entreprise se redresse. Sa politique ? vendre moins, mais cher, comme ses concurrents, et le voilà

qui déroule son catalogue présent et à venir : MéganeE-Tech, Austral, une nouvelle Clio ... Comme si la clientèle capable de dépenser jusqu'à 40 000 euros pour une voiture était inépuisable...

Du côté des travailleurs, les raisons de ce redressement sont bien plus claires et insupportables : c'est

l'accélération des cadences, les horaires à rallonge, les samedis travaillés suivis de chômage partiel, la traque au moindre défaut dans la production qui permettra de licencier des travailleurs, la pression pour se débarrasser de ceux qui sont fatigués, moins rentables pour les patrons, sans compter les renvois massifs d'intérimaires en cas de baisse de commandes.

Si l'automobile, Renault et les autres font encore des profits, la raison en est la surexploitation !

Sylvie Maréchal

Eolane – Angers : “Nous n’avons rien à perdre!”

Dans cette entreprise métallurgique de 200 salariés, dont 30 intérimaires, la production est assurée en majorité par des ouvrières. Elles sont payées au smic pour la fabrication de cartes électroniques destinées aux grandes entreprises de l’automobile et de l’aviation, comme Valeo ou Thales.

Dans le cadre des NAO (négociations annuelles obligatoires), les propositions de la direction étaient si dérisoires que l’ensemble des travailleuses se sont mises en grève le 17 février à 13 heures, avec la détermination de tenir le week-end et de continuer au moins jusqu’au lundi. Elles

revendiquent une augmentation de 150 euros.

Lundi 20 février au matin, sur le piquet de grève, les déléguées du personnel ont rapporté à l’assemblée générale des grévistes les dernières propositions de la direction. 75 euros pour les vingt plus petits salaires et moins de 5% pour les autres :

cela a été pris comme une insulte, et la grève a été reconduite. Ne restaient dans les ateliers qu’une poignée de chefs et de travailleurs intérimaires.

Depuis le début de la grève, les travailleuses sur le piquet reçoivent le soutien des passants et de militants locaux venus par solidarité. La grève, à Eolane et ailleurs, c’est la seule voie pour obtenir des salaires qui permettent de vivre dignement.

Correspondant LO

Arc En Ciel – Jussieu : grève pour le paiement des salaires

Le 14 février, en arrivant au travail, constatant que le patron n’avait toujours pas payé le salaire de janvier, plusieurs dizaines de salariés de l’entreprise de nettoyage Arc En Ciel se sont spontanément mis en grève sur le campus Jussieu de Sorbonne Université, à Paris.

C’est la troisième fois que le patron paye les salaires en retard, mais les loyers, eux, doivent être payés à l’heure. Ce nouveau retard de paiement, ajouté aux charges de travail écrasantes et aux heures non payées, qui remontent parfois à août, ont fait se transformer l’angoisse en colère contre le patron. Pendant quatre jours, les grévistes se sont adressés aux étudiants et aux autres membres du personnel, en manifestant dans l’université, soutenus par des militants de la CGT. La mobilisation a ranimé les

souvenirs et les liens hérités des huit jours de grève qui avait eu lieu fin 2021. Au début du quatrième jour, bien que les salaires aient enfin été versés, les grévistes ont unanimement décidé de prolonger la grève, pour être respectés à l’avenir, demander aux patrons de venir s’expliquer et de s’engager à payer les salaires à l’heure. Le lendemain, sur proposition de militants CGT, le travail a repris.

Avec cette mobilisation, les travailleurs d’Arc En Ciel ont retrouvé la manière de se défendre face à un patron



voyou et à l’université complice, comme ils disent très justement eux-mêmes.

Correspondant LO

ADP : recherche soutiers gratuits

Le groupe ADP (Aéroports de Paris), qui fait partie des sponsors des JO de Paris 2024, est en pleine campagne de recrutement de milliers de bénévoles pour assurer la logistique de l’événement.

L’entreprise aéroportuaire, cherchant peut-être un moyen de faire sa propre publicité, n’a pas attendu l’ouverture en mars du site officiel de recrutement émanant du comité d’organisation des JO. Les travailleurs reçoivent des tracts aux cantines et des mails de la direction, qui leur propose de guider les équipes

dans les aérogares au moment des JO, et cela gratuitement. La fête du sport mérite bien de travailler dans l’ombre, avec le sourire, et sans basses considérations d’argent ! Mais ce message a du mal à passer auprès des salariés : ADP vient en effet d’annoncer le versement de 300 millions de dividendes à ses actionnaires, soit plus

de trois fois le plancher annoncé il y a un an. Le bénévolat, ce n’est pas pour tout le monde !

Parallèlement, une campagne a également lieu en direction des lycées professionnels de la Seine-Saint-Denis. ADP emploie pour l’occasion Pascal Gentil, ancien champion de Taekwondo, en pensant sans doute que son image de sportif sera un bon appât. Mais les lycéens ont surtout l’occasion de goûter au mépris patronal et au sentiment



Tetra Médical : licencié et empoisonneur

Il y a un an, les 200 travailleurs de Tetra Médical, qui fabriquaient des compresses stériles dans l’usine de Davézieux, près d’Annonay en Ardèche, étaient licenciés et le site fermé.

La patronne, Valérie Tanchou, avait mis l’usine en faillite en spéculant notamment sur des stocks de gel hydroalcoolique pendant le Covid.

Aujourd’hui, on découvre qu’avant de partir avec la caisse, elle a intoxiqué les travailleurs pendant des années avec de l’oxyde d’éthylène, un produit cancérigène utilisé pour la stérilisation des produits. Des ouvrières ont contracté des cancers, certaines en sont mortes, pour d’autres ce sont leurs enfants qui sont nés avec des malformations congénitales.

La direction n’a pas cessé de mentir aux travailleurs sur les risques encourus. Elle leur expliquait que c’était un gaz lourd et qu’ils n’avaient donc pas besoin de protection. Quand des ouvriers s’inquiétaient, la réponse était : « Rien à craindre ». L’un d’eux a raconté, dans *L’Humanité* du 15 février 2023, comment, après un contrôle du service de santé au travail, la direction leur a seulement

fourni des gants Mapa et des détecteurs, qui sonnaient en permanence, la hiérarchie expliquant que « ça ne sert à rien de les garder ».

Les services de l’État étaient donc au courant du danger mais n’ont rien fait. C’est uniquement grâce à la mobilisation de certains d’entre eux que les ouvriers de l’usine comprennent aujourd’hui ce qui leur est arrivé et entament une procédure pour demander justice. Pour l’instant, seule une ouvrière a obtenu la reconnaissance de sa maladie professionnelle, mais les autres ne comptent pas se laisser faire.

Valérie Tanchou, elle, ne connaît pas le chômage ni les maladies professionnelles. Elle continue à s’enrichir sur le dos des salariés des quatorze autres entreprises qu’elle possède, sans être inquiétée par les tribunaux. Il faudra qu’elle paye pour les licenciements et l’empoisonnement des travailleurs qu’elle a exploités.

Correspondant LO

très juste d’être considérés comme des soutiers. Ainsi, lors d’une visite en février au lycée Eugénie-Cotton de Montreuil, Gentil brandissait fièrement le fait que les bénévoles auraient droit à des tenues Lacoste et... un repas gratuit par jour ! Sans doute pensait-il que cela suffisait comme salaire. Il précisait bien que ce bénévolat ne donnait pas accès aux événements sportifs, tout en déclarant : « C’est une sacrée expérience, ADP est une grande entreprise. » Et

il laissait entendre que les bénévoles des JO auraient plus de chances d’y obtenir un stage, comme si c’était une récompense. Il ajoutait fièrement : « J’ai obtenu plus de mille postes pour le 93, je vous fais une fleur ! »

Après ce mauvais show, plusieurs lycéens, qui se demandaient bien en quoi consistait la fleur, parlaient à la place de poudre aux yeux. On ne saurait mieux dire.

Correspondant LO

La Redoute Roubaix Wattrelos: une campagne jusqu'à la nausée

Ces derniers jours, tous les médias se sont emparés « des 100 000 euros qu'ont touchés certains salariés de La Redoute pour une mise de 100 euros ». Cela a été l'occasion d'une campagne générale sur « le capitalisme qui pourrait aussi enrichir les salariés », qu'il fallait « faire confiance aux actionnaires », bref que « le capitalisme avait du bon ».

La réalité est assez différente. En 2014, les travailleurs de La Redoute s'étaient mobilisés collectivement pendant des mois pour imposer au capitaliste Pinault, le propriétaire de l'époque, qui voulait liquider l'entreprise, de ne laisser personne sur le carreau.

Certes, les travailleurs mobilisés n'avaient pas réussi à empêcher le départ de 1 200 travailleurs, mais ils avaient réussi à imposer à Pinault qu'il provisionne un fonds bloqué de 180 millions, permettant à des centaines de travailleurs de partir en préretraite ou de toucher des sommes allant jusqu'à 80 000 euros (primes légale et extra-légale).

Et Pinault, qui n'avait pas trouvé de repreneur à l'époque, avait décidé de céder La Redoute pour un euro symbolique à deux

cadres dirigeants, Balla et Courteille, en dotant l'entreprise de 320 millions de fonds. C'est à ce moment-là, en 2015, que ces deux cadres dirigeants ont proposé un fonds commun de placement aux salariés. Mais tout le monde n'était pas logé à la même enseigne. Les salariés de base pouvaient investir jusqu'à 160 euros, 50 hauts cadres beaucoup plus et les deux dirigeants encore plus.

Si La Redoute a vu sa valeur remonter et a pu être revendue à 100 % à la famille Moulin-Houzé, 31ème fortune de France, c'est grâce au travail de ses salariés, entre autres pendant le Covid, où les travailleurs n'ont quasiment pas arrêté pendant cette explosion des commandes par Internet.

Cette vente a été finalisée il y a quelques mois. Résultat des courses :



Manifestation contre les licenciements, le 13 décembre 2014.

autour d'un milliard d'euros ont été partagés tout à fait injustement. Les deux dirigeants auraient touché autour de 250 millions d'euros chacun. 50 hauts cadres entre 5 et 10 millions d'euros chacun. Et 1 500 salariés, dont beaucoup ont quitté La Redoute, qui avaient misé une centaine d'euros en moyenne, ont touché autour de 100 000 euros chacun.

Quant aux travailleurs qui n'avaient pas pris de part et qui ont contribué à créer cette richesse, leurs salaires sont bloqués ; des ouvrières gagnent le smic après 35 ans d'ancienneté. Les départs en retraite

ne sont pas remplacés, et avec la charge du travail qui augmente, le nombre de maladies professionnelles et de licenciements pour inaptitude explosent. Aux salariés de La Redoute interviewés après l'annonce des 100 000 euros et qui décriaient l'envers du décor, les journalistes répondaient que ce n'était pas le sujet. Eh bien si, justement.

Un des objectifs des attaques du gouvernement est d'ouvrir le magot des retraites à des fonds de pension, et il utilise l'exemple de La Redoute pour se tourner vers des retraites par capitalisation. Le gouvernement utilise l'opération

financière de La Redoute pour expliquer que c'est forcément gagnant.

Quand on joue au Loto, il est rare qu'on gagne ! Au contraire. D'ailleurs, un certain nombre de travailleurs de La Redoute n'avaient pas voulu placer d'argent en 2014, car beaucoup se souvenaient que, dans les années 1990, Pinault avait proposé des actions aux salariés et que, quelques années plus tard, ils avaient perdu de l'argent.

Pour augmenter les salaires, les travailleurs de La Redoute et d'ailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal février 2023.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du

reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside

en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| Destination | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 25 € | 50 € | 18 € |
| Outre-mer avion | 33 € | 65 € | 20 € |
| Reste du monde | 43 € | 85 € | 25 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Inflation : de quoi voir rouge !

« Il n'y a aucune raison que les prix s'enflamment à partir du mois de mars. Il n'y aura pas de mars rouge », a martelé le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, lundi 20 février sur BFM-TV.

Les négociations entre fournisseurs et distributeurs devraient se clore avant la fin du mois prochain et leur bras de fer risque pourtant bien d'aboutir à une hausse importante des prix dans les rayons des grandes surfaces.

Le Maire peut toujours multiplier les formules incantatoires, la flambée des prix dans l'alimentaire a déjà transformé les fins de mois, et en vérité même les débuts, en calvaire pour de plus en plus de familles. Dans certaines régions, le Secours populaire français enregistre des augmentations de demandes d'aides alimentaires de 30 à 50 %.

Les chiffres de l'Insee ne font que confirmer ce que chacun constate, quand il faut vivre de sa seule paye, pension de retraite ou allocation : les prix de l'alimentation ont augmenté sur un an de 13,3 % en janvier, après 12,1 % en décembre. Et ils ont continué d'augmenter en février, sans que personne ne puisse prévoir quand s'arrêtera la spirale.

Quant au panier anti-inflation envisagé par le gouvernement, ce dispositif a été officiellement abandonné, trop compliqué à mettre en œuvre, a jugé Le Maire. En fait celui-ci se refuse à exercer la moindre contrainte sur les groupes de la grande distribution.

Les bénéficiaires de ces groupes flambent : Carrefour, par exemple, a engrangé 1,35 milliard d'euros en 2022, en hausse de 26 %.

En fait, toutes les grandes entreprises, en particulier celles du CAC 40, ont battu des records de bénéfices et se préparent à distribuer des milliards à leurs actionnaires. C'est dans les trésors amassés par les actionnaires qu'il faudrait puiser pour augmenter les salaires, les pensions et les allocations, et pas de quelques pour cent, mais bien de plusieurs centaines d'euros, en faisant le compte de ce qui a été perdu depuis des années.

Quand chacun fait ses

comptes, un minimum de 2 000 euros par mois est nécessaire et possible, étant donné les fortunes accumulées par les actionnaires. Et, pour résister à l'inflation, les salaires doivent suivre la hausse des prix, après un contrôle réel organisé dans les supermarchés par les travailleurs et les consommateurs eux-mêmes. Face à la flambée des prix, comme pour toutes les questions essentielles de leur vie, les travailleurs doivent avancer leurs solutions et les moyens de les imposer : la grève la plus large pour faire payer les capitalistes et pour leur enlever la mainmise sur les entreprises et le capital.

Boris Savin



Les responsables de la vie chère

L'inflation en France est officiellement de l'ordre de 6 % sur un an mais, sur les produits courants, alimentaires, elle est de 14 %.

Olivier de Schutter, rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation, a dénoncé récemment « la véritable cause de la hausse des prix ».

Pour ce porte-parole de l'ONU, la hausse « ne vient pas du fait qu'il n'y a pas assez de denrées alimentaires disponibles. La véritable raison, c'est la panique qui s'empare des marchés parce que l'on ne sait pas quand ce conflit en Ukraine va s'arrêter. Et certains acteurs financiers tirent profit de cette incertitude en spéculant à la hausse. »

Chaque hausse de prix provoque des famines ou de la malnutrition dans une partie du monde et une

perte de pouvoir d'achat importante dans d'autres. Or ces hausses sont essentiellement le fruit de ceux qui manipulent les marchés. De nombreux acteurs y participent. La crise de l'énergie est en partie provoquée par les trusts de l'énergie eux-mêmes, en vue de financer leurs investissements. L'industrie agroalimentaire augmente ses prix au-delà de la hausse de ses coûts. Les quatre grands négociants de matières premières qui contrôlent l'essentiel des stocks mondiaux de céréales se servent du climat haussier pour amplifier la prétendue pénurie.

Mais, en amont, il y a

aussi le jeu des fonds d'investissement, des banques et de tous les établissements financiers, qui spéculent sur les matières premières. Le rapporteur de l'ONU accuse en particulier quatre grandes banques américaines : « Les grands gagnants sont des acteurs comme Goldman Sachs, Morgan Stanley, Bank of America, JP Morgan et la City qui ont tous vu leurs profits exploser en 2022, notamment grâce à ces investissements faits de façon spéculative sur les produits financiers dérivés des matières premières agricoles. » L'ensemble du secteur financier se nourrit de ces spéculations. En juin 2022, à la Bourse de Paris, huit actions de vente ou d'achat sur dix étaient

le fait d'acteurs financiers et non de négociants intéressés par la marchandise, et les mêmes proportions se retrouvent sur toutes les Bourses. À cela s'ajoute un autre outil des spéculateurs, le trading haute fréquence, effectué par des ordinateurs qui gèrent des opérations d'achat et de vente, réagissant à la nanoseconde en se basant sur l'anticipation de petits écarts des cours.

La spéculation fait partie du système capitaliste. Chaque période de crise permet de manipuler, d'autant plus avantageusement pour les plus gros acteurs, la prétendue loi du marché. Censée réguler les prix, elle en accentue la hausse.

Inès Rabah

Marchands de canons : en défense des profits

Au moment même où Macron augmentait de cent milliards le budget militaire des prochaines années, la Cour des comptes publiait un rapport sur l'aide de l'État aux exportations d'armement.



On y découvre sans surprise un appareil d'État aux petits soins pour les marchands de canons. Son action est tellement

constante et multiforme que la Cour des comptes avoue ne pas pouvoir en estimer le coût global. Elle donne toutefois quelques indications.

Neuf cents fonctionnaires, du technicien au ministre, travailleraient ainsi à plein temps à préparer et finaliser les exportations d'armes. Chaque voyage présidentiel, chaque tournée diplomatique comporte bien sûr une partie vente d'armes. Les militaires

seraient entièrement à la disposition de Dassault, Naval Group, Airbus etc., pour faire des démonstrations, former les utilisateurs, assurer le service après-vente, voire fournir leurs propres équipements à des clients pressés. Tel le pélican nourrissant ses petits de sa propre chair, l'armée française régurgite ses Rafale ou ses frégates si les profits de Dassault l'exigent.

Le rapport ne parvient pas à démêler un complexe réseau de subventions et suppose que l'État n'y arrive pas non plus. Il note

toutefois que les entreprises rechignent, sous des prétextes divers, ou même sans prétexte, à rembourser les avances qu'elles ont reçues en provenance des fonds publics.

Enfin la Cour des comptes conclut que tout cela est bel et bon. En effet, écrit-elle, si la France veut se doter d'une armée puissante, équipée correctement avec son propre matériel, elle doit avoir une industrie militaire compétitive, donc rentable. Cela ne peut se faire qu'en produisant en quantité suffisante et donc en exportant. Finalement,

en subventionnant les industries militaires, et donc en remplissant les coffres de leurs actionnaires, l'État ferait œuvre civique, offrant à la mère patrie les moyens de se défendre.

Le raisonnement est imparable, quoique, par pudeur peut-être, la Cour des comptes ne le pousse pas jusqu'au bout : l'État ferait, et dans une certaine mesure fait déjà, preuve d'un civisme encore plus évident en participant à une guerre. Quelle meilleure façon en effet de remplir les coffres des industriels de l'armement ?

Paul Galois